

PRESS RELEASE



UNICEF

PRESS RELEASE

EMBARGO 17h00 Le 22 mars 1999

**L'UNICE RENCONTRE LE PREMIER MINISTRE ESPAGNOL
AZNAR: APPEL À METTRE PROMPTEMENT TERME À LA CRISE
DE L'UE**

Aujourd'hui à Madrid, M. Georges Jacobs, Président de l'UNICEF, a fait part au Premier ministre espagnol, José Maria Aznar, de ses préoccupations à l'égard de la situation actuelle de l'Union européenne. Il était accompagné de M. José Maria Cuevas, Président de l'organisation des employeurs espagnols (CEOE) et Vice-président de l'UNICEF.

Réagissant à la démission générale de la Commission européenne, la semaine dernière, M. Jacobs a confirmé que cette abdication est aussi, ce dont l'UNICEF se félicite, une occasion d'engager les réformes nécessaires pour mieux gérer les politiques européennes. Il a toutefois lancé une mise en garde contre les dangers d'un vide politique au sein de l'UE. Confrontée à d'énormes défis – dont l'Agenda 2000 et la crise commerciale avec les Etats-Unis – l'Union doit continuer à mener à bien, pleinement, toutes ses missions. “Ceci importe tout particulièrement pour les milieux d'affaires européens”, a indiqué M. Jacobs, “car les entreprises doivent pouvoir opérer dans un environnement stable, sûr et prévisible.” L'UNICEF espère que la crise institutionnelle sera résolue promptement et qu'une nouvelle Commission, pleinement mandatée, sera rapidement mise en place.

Dans l'optique du sommet européen qui se tiendra cette semaine à Berlin, M. Jacobs a lancé aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE un appel à dégager entre eux un accord total et durable sur les réformes liées à l'Agenda 2000. Etant donné l'importance politique et économique de l'élargissement, a-t-il déclaré à M. Aznar, “tout retard serait préjudiciable aux intérêts de l'Union dans son ensemble. Les pays candidats ne peuvent être les victimes des problèmes institutionnels et politiques de l'Union. L'enjeu est trop important.”

Enfin, la délégation de l'UNICEF a abordé la question des niveaux de chômage, toujours élevés en Europe – un problème structurel qui exige des réformes structurelles. “Maintenant que l'UEM est une réalité, améliorer la compétitivité et la création d'emplois doit être la première des priorités”, conclut M. Jacobs. “Les Etats membres doivent prendre d'urgence les mesures nécessaires pour relever les taux d'emploi et assouplir les marchés du travail, renouveler leurs efforts en faveur de l'innovation et de la formation, et réduire les charges fiscales et réglementaires globales, aujourd'hui excessives.”

Pour de plus amples informations, contactez: Christophe de Callatay (32-2) 237 65 15
Wytze T. Russchen (32-2) 237 65 62.